

fois, l'avocat du plaignant enverra au ministre toutes les plaidoiries et tous les documents de la cause. Le délai de l'appel n'ayant pas encore commencé à courir, je dois m'abstenir de tout commentaire.

M. Howard (Skeena): Puis-je poser une question complémentaire sur le même sujet au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien? Puisqu'il s'agit de l'occurrence de terres appartenant aux réserves indiennes, son ministère n'a-t-il été saisi d'aucune demande tendant à obtenir une aide financière pour interjeter appel?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si une telle requête a été faite par les gens concernés, mais je puis assurer l'honorable député que je vais m'informer et je lui donnerai une réponse dans quelques jours.

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES GRAINS—LE RAPPORT DES SCIENTIFIQUES SUR LES EXPORTATIONS AU JAPON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Don Mazankowski (Vegreville): J'aimerais adresser ma question au ministre de l'Agriculture. Dira-t-il à la Chambre quels résultats ont été obtenus par les deux scientifiques senior envoyés au Japon par la Commission des grains pour enquêter sur l'exportation et la transformation des grains canadiens?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je n'ai pas reçu de rapport de cette commission d'enquête, monsieur l'Orateur, mais j'en ai demandé un. Je tiens la question pour un préavis et j'y répondrai dès que le rapport me sera parvenu.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LE PROJET DE CENTRE DE FORMATION POUR JEUNES ARRIÉRÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour): J'aimerais adresser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A-t-on enfin décidé d'utiliser tout ou partie de l'ancienne ferme expérimentale Smithers, en Colombie Britannique, pour en faire un centre de formation des jeunes arriérés?

M. l'Orateur: Je crois que cette question pourrait être consignée au *Feuilleton*. S'il y a urgence, ce dont je doute, elle pourrait être discutée au moment de l'ajournement.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA PARTICIPATION DU CANADA À LA CRÉATION D'UN NOUVEL APPAREIL

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): J'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre si le gouvernement a pris une décision quant à la possibilité de faire partie du consortium européen d'avions de combat, et dans ce cas, quelle est-elle?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur, nous avons pris une décision. En effet, nous avons chargé nos fonctionnaires aujourd'hui de faire savoir au consortium européen de fabrication d'avions à rôles multiples que le Canada ne participera pas à ce projet. Par suite des restrictions budgétaires courantes et du grand risque que comporte cette entreprise, nous avons décidé qu'il serait peu souhaitable que le Canada y participe.

L'hon. M. Harkness: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Cela signifie-t-il qu'une décision à long terme a été prise et que le Canada se retirera définitivement de ce projet de construction d'avions de combat de ce genre?

L'hon. M. Cadieux: Monsieur l'Orateur, j'ignore pourquoi l'honorable député parle toujours d'avion de combat. Nous l'appelons avion à rôles multiples, car il s'agit d'un avion de combat, de bombardement et d'appui tactique.

L'hon. M. Harkness: Puis-je demander au ministre...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je voudrais signaler à l'honorable député qu'il a déjà posé une question supplémentaire et que le temps passe. Le chef de l'opposition désire vivement poser une question.

L'hon. M. Harkness: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je ne crois pas que le ministre ait répondu à la question. Il n'a parlé que du modèle d'avion utilisé. Pourrait-il maintenant répondre à la question?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le chef de l'opposition a la parole.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PROVINCES ATLANTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, lundi dernier, j'ai